

Document:-
A/CN.4/SR.551

Compte rendu analytique de la 551e séance

sujet:
<plusieurs des sujets>

Extrait de l'Annuaire de la Commission du droit international:-
1960, vol. I

*Telechargé du site Internet de la Commission du Droit International
(<http://www.un.org/law/french/ilc/index.htm>)*

dites fonctions. L'article répond donc à un besoin réel. M. Tounkine est, lui aussi, d'avis que l'Etat de résidence doit savoir quelles fonctions un consul honoraire est autorisé à exercer.

71. M. AGO ne pense pas que M. Tounkine doive craindre les conséquences de la suppression de l'article 55. Bien que les principales fonctions ordinairement exercées par les consuls soient énumérées à l'article 4, elles peuvent à tout moment être limitées par l'Etat d'envoi aussi bien pour les consuls de carrière que pour les consuls honoraires.

72. Il est à craindre que les consuls honoraires ne soient pas à même d'exercer leurs fonctions comme il convient si les prescriptions du paragraphe 2 de l'article 55 sont rigoureusement appliquées. M. Ago se prononce donc en faveur de la proposition de M. François.

73. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) dit que M. Tounkine a bien fait ressortir en quoi consistait le véritable problème. A son propre avis, il faut maintenir l'article 55, peut-être sous une forme différente, et la raison en est surtout qu'on doit tenir compte du fait qu'en général les fonctions des consuls honoraires sont limitées. Il est disposé à établir un nouveau texte à la lumière du débat, tout en conservant le principe fondamental sur lequel repose l'article actuel.

74. M. PAL se prononce pour la suppression de l'article 55 parce que l'article 4 vise également les consuls honoraires. Il est superflu de consacrer un article séparé à leurs fonctions, qui ne doivent pas forcément être plus limitées que celles des consuls de carrière. Le texte proposé pour l'article 56 par le Rapporteur spécial permettrait d'appliquer aux consuls honoraires toute la section I du projet — y compris les articles relatifs à la définition des fonctions et à l'exequatur — exception faite de l'article 17.

75. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) fait observer que l'argument selon lequel les consuls honoraires exercent d'ordinaire des fonctions plus limitées que les consuls de carrière a beaucoup de force. Il n'est pas certain que tous les consuls honoraires reçoivent l'exequatur. D'après la définition donnée au paragraphe 4 de l'Instruction de 1954 relative aux étrangers (représentants étrangers) qui est appliquée dans le Royaume-Uni, un « consul » est une personne à laquelle le Gouvernement du Royaume-Uni a délivré un exequatur ou à laquelle il a reconnu de toute autre manière le droit d'agir en qualité de consul dans le Royaume-Uni¹.

76. Lorsqu'un consul honoraire est nommé mais ne reçoit pas l'exequatur ou n'est pas reconnu comme consul, les dispositions de l'alinéa f) de l'article premier ne sont pas applicables, car les fonctions consulaires ne peuvent être exercées

que conformément aux articles 11 ou 12 qui exigent l'exequatur ou la reconnaissance. Il serait souhaitable de rechercher si tous les consuls honoraires reçoivent l'exequatur ou sont reconnus comme consuls. Peut-être le Rapporteur spécial devrait-il tenir compte de ce point lorsqu'il établira son nouveau texte.

77. Le PRÉSIDENT fait observer que le Rapporteur spécial est convaincu de la nécessité d'une clause indiquant que les consulats honoraires exercent des fonctions limitées, alors que d'autres membres de la Commission sont d'une opinion contraire. Quoi qu'il en soit, la Commission devra attendre pour continuer l'examen de l'article 55 que le nouveau projet du Rapporteur spécial ait été distribué.

La séance est levée à 13 h. 5.

551^e SÉANCE

Mercredi 1^{er} juin 1960, à 9 h. 30

Président : M. Luis PADILLA NERVO

Installation d'un nouveau membre

1. Le PRÉSIDENT souhaite la bienvenue à M. Edouard Jiménez de Aréchaga qui, par son expérience et son savoir, apportera une contribution précieuse aux travaux de la Commission.
2. M. JIMÉNEZ DE ARÉCHAGA remercie la Commission de l'honneur qu'elle lui a fait en l'élisant et se réjouit de pouvoir participer à ses importantes discussions.

Relations et immunités consulaires (A/CN.4/131, A/CN.4/L.86) [suite]

[Point 2 de l'ordre du jour]

PROJET D'ARTICLES PROVISOIRES (A/CN.4/L.86) [suite]

ARTICLE 55 (ATTRIBUTIONS DES CONSULS HONORAIRES [suite*])

3. Le PRÉSIDENT, invitant la Commission à poursuivre l'examen de l'article 55, signale que le nouveau texte que le Rapporteur spécial s'est chargé de préparer n'est pas encore prêt à être distribué.

4. Sir Gerald FITZMAURICE déclare que l'Instruction de 1954 du Gouvernement du Royaume-Uni relative aux étrangers (représentants étrangers)¹, mentionnée par le Secrétaire à la 550^e séance (par. 75), illustre bien ce que sir Gerald a lui-même voulu soutenir, à savoir qu'en matière

* Reprise des débats de la 550^e séance.

¹ *Lois et règlements concernant les privilèges et immunités diplomatiques et consulaires*, Série législative des Nations Unies, vol. VII (publication des Nations Unies, n° de vente : 58.V.3), p. 357.

¹ *Lois et règlements concernant les privilèges et immunités diplomatiques et consulaires*, Série législative des Nations Unies, vol. VII (publication des Nations Unies, n° de vente : 58.V.3), p. 357.

d'exercice des fonctions consulaires, il n'y a pas de différence de principe entre les consuls de carrière et les consuls honoraires. L'objet de ladite Instruction est de donner effet aux stipulations des conventions consulaires en dispensant certaines catégories de personnes de l'obligation de se conformer à l'Ordonnance de 1953 relative aux étrangers. Le consul y est défini comme une personne ayant reçu l'exequatur de Sa Majesté ou à laquelle le Gouvernement de Sa Majesté a reconnu, d'une autre manière, l'autorité d'agir en tant que consul dans le Royaume-Uni ; l'employé de consulat, qui appartient à une catégorie totalement différente, a été défini comme une personne employée à des travaux consulaires, engagée à titre permanent par l'Etat qui l'emploie et ne se livrant à aucune activité privée de caractère lucratif au Royaume-Uni. Ainsi, le droit d'être exempté de l'application des dispositions de l'Ordonnance relative aux étrangers et le degré d'application de ce droit sont subordonnés aux termes de l'article 4. En vertu du paragraphe 1 de l'article premier de l'Instruction, les consuls honoraires ne sont, il est vrai, exclus que de l'application des dispositions 14 à 17 de l'Ordonnance relative aux étrangers qui ont trait à l'immatriculation, alors que les consuls de carrière sont exemptés de l'application de certaines autres dispositions de cette ordonnance. Mais, s'il en est ainsi, c'est uniquement parce que les dispositions en cause visent pour la plupart des questions se rapportant à l'arrivée des étrangers, ce qui, dans le cas des consuls est sans objet, étant donné que ces derniers sont habituellement nommés sur place. Ce n'est qu'en ce qui concerne l'expulsion que le consul de carrière jouit d'une exemption spéciale.

5. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) interprète comme sir Gerald Fitzmaurice l'Instruction du Gouvernement du Royaume-Uni relative aux étrangers (représentants étrangers), dans laquelle le mot « consul » vise à la fois les consuls de carrière et les consuls honoraires. Les cas dans lesquels les dispositions de cette Instruction ne sont pas applicables aux consuls honoraires sont expressément énoncés à l'alinéa 1 du paragraphe 1. La restriction a trait aux immunités et non aux fonctions des consuls honoraires.

6. Conformément au paragraphe 6 de l'article 2 de la Convention consulaire de 1952 entre le Royaume-Uni et la Suède ², le mot « consul » désigne toute personne à laquelle les autorités compétentes du territoire délivrent l'exequatur ou une autorisation lui permettant d'agir en cette qualité : le consul peut être consul de carrière ou consul honoraire. Les règlements suisses relatifs aux privilèges et immunités diplomatiques et consulaires ne font pas de distinction entre les consuls de carrière et les consuls honoraires.

7. Lorsque les dispositions d'une convention consulaire ne s'appliquent pas aux consuls honoraires, il en est expressément fait mention, comme

dans le Traité de 1948 relatif aux droits civils et aux prérogatives consulaires entre la République des Philippines et l'Espagne (article IV, paragraphe 2) ³.

8. M. TOUNKINE, prenant la parole sur une motion d'ordre, propose à la Commission de renvoyer la suite des débats sur l'article 55 jusqu'au moment où aura été distribué le nouveau texte établi par le Rapporteur spécial, et de passer à l'article 56. En procédant de la sorte, la Commission gagnerait du temps, car l'article 56 contient une disposition clé et, une fois que la Commission aura pris une décision à son sujet, il sera plus facile de parvenir à une conclusion sur les articles 54 et 55.

9. M. EDMONDS ne voit pas comment la Commission pourrait examiner l'article 56 avant d'avoir réglé la question de l'article 55.

10. La Commission complique inutilement une question toute simple. Dans la pratique, est consul honoraire toute personne qui a été nommée à ces fonctions avec le consentement de l'Etat de résidence et qui exerce les fonctions auxquelles cet Etat a donné son agrément. Le paragraphe 6 de l'article 2 de la Convention relative aux consuls conclue entre les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni le 6 juin 1951 définit le mot « consul » comme désignant toute personne à laquelle les autorités compétentes du territoire délivrent l'exequatur ou une autorisation, provisoire ou autre, et le paragraphe 7 définit l'expression « employé de consulat » comme désignant toute personne employée dans un consulat pour y exercer des fonctions exécutives ou administratives, ou y accomplir des travaux de bureau ou des tâches techniques ou spécialisées ⁴. Aucune distinction n'est faite entre les consuls de carrière et les consuls honoraires. Certaines des fonctions consulaires sont énumérées dans la Convention, mais cette énumération n'est pas exhaustive. Le type des dispositions que l'on trouve dans cette convention est simple et d'une application aisée. Il n'est pas nécessaire que la Commission consacre beaucoup de temps à la discussion de définitions inutiles.

11. M. TOUNKINE estime que, pour assurer le bon ordre des travaux, la Commission devrait adopter la motion qu'il a proposée et régler les problèmes concrets dont elle est saisie.

12. Le PRÉSIDENT pense que — pour permettre à la Commission de poursuivre les débats — il suffirait peut-être, l'article 55 ayant déjà fait l'objet d'une discussion très détaillée, que le Rapporteur spécial indique le contenu de son nouveau projet. Il s'agit de savoir s'il convient ou non de faire figurer dans le projet un article spécial sur les attributions des consuls honoraires. Plusieurs membres de la Commission estiment que cela est inutile, parce que la question est déjà réglée dans des articles antérieurs.

13. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) croit

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 202, (1954-1955), n° 2731, p. 212.

³ *Ibid.*, vol. 70 (1950), n° 903, p. 171.

⁴ *Ibid.*, vol. 165 (1953), n° 2174, p. 127.

préférable d'ajourner l'examen de l'article 55, qui porte sur une question de principe, jusqu'au moment où son nouveau texte aura été distribué. Dans l'intervalle, la Commission peut aborder la discussion de l'article 56, lequel traite d'une question entièrement différente.

14. M. EDMONDS pense que la majorité de la Commission s'oppose à ce que l'on introduise dans le projet une définition des consuls honoraires ou que l'on spécifie ce que doivent être leurs tâches. S'ils en est ainsi, on pourrait gagner beaucoup de temps en mettant cette question aux voix immédiatement.

15. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) estime que cette façon de procéder n'est pas acceptable : la Commission doit examiner l'un après l'autre les articles du projet dont elle est saisie.

16. M. YOKOTA fait observer que, par la décision qu'elle a prise à la séance précédente au sujet de l'alinéa f) de l'article premier, (550^e séance, par. 54), la Commission a déjà donné satisfaction à M. Edmonds.

17. Le PRÉSIDENT déclare qu'après avoir examiné l'article 56, la Commission pourra décider s'il est nécessaire de consacrer un chapitre spécial du projet à la situation juridique des consuls honoraires. S'il n'y a pas d'objection, la Commission pourrait suivre la procédure proposée par M. Tounkine.

Il en est ainsi décidé.

ARTICLE 56 (SITUATION JURIDIQUE DES CONSULS HONORAIRES)

18. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) appelle l'attention de la Commission sur le nouveau texte qu'il propose pour l'article 56 et qui est ainsi conçu :

« 1. Les dispositions du chapitre I du présent projet, pour autant qu'elles concernent les relations consulaires, s'appliquent également, à l'exception de l'article 17, aux consuls honoraires, à moins que des règles différentes ne résultent du présent chapitre.

« 2. En matière de privilèges et immunités, les consuls honoraires bénéficient des avantages prévus aux articles 22, 23 par. a), 28, 29, 30, 31, 34, 38 par. a) et 43.

« 3. La correspondance officielle, les archives et les documents officiels des consuls honoraires sont inviolables et ne peuvent faire l'objet d'aucune perquisition ni saisie, à condition d'être séparés de la correspondance privée des consuls honoraires et des livres et documents se rapportant à la profession que ces derniers exercent.

« 4. Les consuls honoraires peuvent refuser de témoigner devant une autorité judiciaire ou administrative, ou de produire des documents dont ils sont détenteurs, dans le cas où leur témoignage ou la production de documents aurait trait à leurs fonctions consulaires. En pareil cas,

l'application de toute mesure de contrainte est interdite. »

19. L'article 56 est le plus important du chapitre II. Des voix isolées se sont élevées, lors de l'examen des articles 54 et 55, pour affirmer que, dans la pratique, tant dans le passé qu'à l'heure actuelle, aucune distinction n'est faite entre le statut juridique des consuls de carrière et celui des consuls honoraires. En réalité, la pratique varie considérablement suivant les pays. Certains Etats n'accordent aucun privilège spécial aux consuls honoraires, tandis que d'autres sont plus libéraux, mais le Rapporteur spécial n'a trouvé aucun exemple où les mêmes privilèges et immunités soient accordés aux consuls de carrière et aux consuls honoraires.

20. M. Žourek s'est efforcé de rédiger une disposition qui fût acceptable pour la majorité des Etats. Les recherches qu'il a effectuées l'ont confirmé dans l'opinion que la totalité des privilèges et immunités consulaires n'est jamais accordée aux consuls honoraires. Par contre, il estime que les dispositions figurant dans les sections I et IV du projet touchant les relations consulaires en général visent également les consuls honoraires, dans la mesure, bien entendu, où elles leur sont applicables.

21. Il ne faudrait pas perdre de vue le fait que l'Etat d'envoi pourrait désigner un fonctionnaire consulaire ou un employé de consulat à titre permanent comme assistants d'un consul honoraire. Les fonctionnaires de carrière bénéficient, dans ce cas, d'un régime plus avantageux, qui leur est reconnu en vertu du droit international, alors que le consul honoraire jouit d'un régime différent.

22. Après avoir examiné les diverses dispositions de la section II du projet, le Rapporteur spécial a choisi celles qui sont applicables aux consuls honoraires et les a énumérées au paragraphe 2 du nouveau texte. Peut-être est-il allé un peu loin dans ce paragraphe, et il serait utile de connaître les observations des gouvernements sur la pratique en vigueur, car, à l'heure actuelle, mise à part la législation des divers pays, la Commission ne dispose pas de renseignements suffisants pour décider de quels privilèges et immunités jouissent en fait les consuls honoraires. Sir Gerald Fitzmaurice a déjà critiqué le Rapporteur spécial, lui reprochant de ne pas s'être montré assez libéral, mais la législation des divers pays ne corrobore pas l'opinion de sir Gerald.

23. La législation de certains pays confirme le point de vue selon lequel les consuls honoraires ne possèdent pas le même statut juridique que les consuls de carrière. C'est ainsi que, dans l'Instruction de 1955 du Ministère belge des finances⁵, les consuls honoraires, qui ne sont pas des fonctionnaires permanents de l'Etat d'envoi et peuvent exercer d'autres professions, ne jouissent pas de certaines immunités d'ordre financier.

⁵ *Lois et règlements concernant les privilèges et immunités diplomatiques et consulaires*, p. 41.

Aux termes d'une loi turque adoptée en 1948⁶, les consuls honoraires ne jouissent pas de l'immunité fiscale. Le décret péruvien de 1954⁷ exonère les consuls honoraires de l'impôt sur les traitements, émoluments et indemnités, mais il est peu vraisemblable que ces exonérations portent sur des sommes importantes. Dans les Antilles néerlandaises⁸, les consuls honoraires, contrairement aux membres des corps diplomatique et consulaire, doivent accomplir les formalités requises pour être admis à séjourner dans le pays, à titre temporaire ou permanent. La loi irakienne n° 26 de 1949⁹ exclut les consuls honoraires du bénéfice de l'ensemble des immunités et privilèges accordés aux consuls étrangers. De même, le paragraphe 3 de l'article 12 de la Convention consulaire de 1952 entre le Royaume-Uni et la Suède prouve que les consuls de carrière et les consuls honoraires ne sont pas mis sur un pied d'égalité.

24. La question de savoir si les consuls honoraires peuvent ou non être définis suivant le critère de la nationalité ou de l'exercice d'une activité lucrative à côté des fonctions consulaires est sans rapport avec la question de leur statut. Le Rapporteur spécial a voulu éviter une définition étroite et pense qu'il est préférable que cette question soit réglée par la législation interne des Etats.

25. Certains membres de la Commission paraissent approuver la tendance à assimiler les consuls honoraires aux consuls de carrière, mais il est certain que la plupart des gouvernements jugeront cela inadmissible. M. Žourek a préparé le projet actuel en partant de l'idée qu'il servirait de base à une convention multilatérale, que les conventions consulaires bilatérales existantes resteraient en vigueur et que d'autres seraient conclues dans l'avenir, pouvant s'écarter de la convention multilatérale. Il est donc persuadé que la Commission ne doit pas essayer de réglementer ce qui pourrait l'être plus aisément par voie d'accord bilatéral entre Etats. Il importe aussi de ne pas s'inspirer d'un groupe déterminé de conventions consulaires. A procéder ainsi, on ne pourrait qu'aboutir à un projet orienté dans une seule direction, partant inacceptable à un grand nombre d'Etats.

26. C'est compte tenu de ces considérations que le Rapporteur spécial a établi le nouveau texte du paragraphe 2 de l'article 56.

27. Passant au paragraphe 3, M. Žourek déclare que la correspondance et les documents officiels ne sont inviolables qu'à condition d'être conservés séparément de la correspondance privée du consul honoraire et des livres et documents qui se rapportent au commerce ou à l'activité qu'il pourrait exercer.

28. Le paragraphe 4 prévoit que le consul honoraire peut refuser de répondre comme témoin et de produire la correspondance et les documents

officiels qui sont en sa possession, lorsque son témoignage ou la correspondance et les documents ont trait à l'exercice des fonctions consulaires. Les garanties que le Rapporteur spécial propose au paragraphe 4 devraient être satisfaisantes à la fois pour l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence.

29. M. YASSEEN trouve que le texte de l'article 56 est trop peu précis, car il semble confondre les facilités accordées aux consulats avec les immunités conférées aux consuls eux-mêmes. A son avis, les consulats dirigés par des consuls honoraires devraient, en tout cas, bénéficier des prérogatives prévues dans les articles 23, 28, 29, 30 et 31, quelle que soit l'étendue des privilèges et immunités que l'on entende reconnaître à la personne même du consul honoraire.

30. M. EDMONDS partage les opinions exprimées par sir Gerald Fitzmaurice, lors de la discussion des articles 54 et 55 au sujet des privilèges et immunités des consuls honoraires.

31. En ce qui concerne le paragraphe 3 du nouveau texte de l'article 56, il se demande si cette disposition n'est pas un peu rigoureuse, car des lettres privées peuvent, par inadvertance, se glisser dans les dossiers officiels. Il serait peut-être préférable de supprimer la deuxième partie du paragraphe, à partir des mots « à condition ».

32. M. YOKOTA, prenant la parole sur une motion d'ordre, propose que la Commission examine le projet article par article, ou, peut-être, sous-section par sous-section, pour déterminer quelles sont les dispositions qui s'appliquent à la fois aux consuls honoraires et aux consuls de carrière. Cette méthode conviendrait à l'examen formel de l'article 56. Au paragraphe 1 du texte proposé par le Rapporteur spécial il est dit que les dispositions du chapitre I du projet doivent s'appliquer aux consuls honoraires, à l'exception de l'article 17 ; il suffirait donc que la Commission prenne une décision au sujet de ce dernier article. Ensuite, elle pourrait passer à l'examen des articles figurant à la section II en suivant la même procédure, à l'exception des articles que le Rapporteur spécial a énumérés au paragraphe 2.

33. Le PRÉSIDENT comprend parfaitement le but que M. Yokota cherche à atteindre, mais sa proposition ne lui paraît guère acceptable parce qu'elle risque de donner lieu à une discussion d'une ampleur telle qu'elle pourrait aller à l'encontre des intentions mêmes de M. Yokota.

34. M. MATINE-DAFTARY sait gré au Rapporteur spécial des éclaircissements qu'il a donnés au sujet du nouveau texte de l'article 56 ainsi que de son souci de ne pas aller trop loin, afin que le projet puisse être acceptable pour le plus grand nombre possible de Gouvernements. La question essentielle que la Commission doit régler semble être celle de la structure générale de l'article. On a eu tendance à assimiler les consuls honoraires aux consuls de carrière, mais M. Matine-Daftary tient à faire observer que les partisans de cette assimilation appartiennent à des pays

⁶ *Ibid.*, p. 326.

⁷ *Ibid.*, p. 234.

⁸ *Ibid.*, p. 211.

⁹ *Ibid.*, p. 168.

qui ont recours à l'institution des consuls honoraires avec discrétion ; il y a, toutefois, un grand nombre de petits Etats qui ne font pas preuve d'autant de scrupules pour ne pas abuser de l'institution. En fait, M. Matine-Daftary connaît de nombreux cas où les consuls honoraires n'exercent aucune fonction consulaire quelle qu'elle soit mais ont été nommés uniquement pour pouvoir bénéficier de certains privilèges et immunités.

35. Le Rapporteur spécial a malheureusement échoué dans les efforts si méritoires qu'il a déployés pour trouver une formule pouvant recueillir l'adhésion de tous. Certes, sa tentative est louable en tant qu'elle doit susciter des observations de la part des gouvernements, mais il ne faut pas oublier que l'usage d'accorder des privilèges et immunités aux consuls honoraires varie énormément et qu'on ne saurait partir de l'hypothèse, comme le Rapporteur spécial paraît le faire, que les consuls honoraires ne bénéficient jamais du même traitement que les consuls de carrière. D'autre part, ceux qui préconisent l'assimilation complète des deux catégories de consuls ne devraient pas généraliser au point d'étendre le bénéfice de cette assimilation à des cas où le consul honoraire n'exerce aucune fonction consulaire.

36. De l'avis de M. Matine-Daftary, l'essentiel est de distinguer entre les consuls honoraires qui sont ressortissants de l'Etat d'envoi et ceux qui ont la nationalité de l'Etat de résidence. Le critère fondé sur le versement d'un traitement régulier n'est pas applicable, puisque dans un grand nombre de cas le ressortissant de l'Etat d'envoi qui est nommé consul honoraire ne reçoit pas le traitement. L'équité exige donc que la Commission commence par faire une distinction essentielle, en n'assimilant aux consuls de carrière que les consuls honoraires qui sont ressortissants de l'Etat d'envoi et qui ne se livrent pas au commerce ou à d'autres activités lucratives. Une telle disposition répondrait aux besoins des gouvernements qui veulent nommer un consul dans tel pays, mais ne sont pas en mesure d'y envoyer un consul de carrière. M. Matine-Daftary appelle l'attention de la Commission sur le fait que le texte français du paragraphe 1 renvoie au chapitre I alors que le texte anglais renvoie à la section I.

37. Quant au paragraphe 3, il fait observer que la distinction entre la correspondance privée et la correspondance officielle des consuls honoraires n'a guère d'intérêt pratique, car il est difficile d'obtenir qu'un fonctionnaire conserve effectivement sa correspondance, ses archives et ses documents officiels ailleurs qu'à l'endroit où il met sa correspondance, ses livres et ses documents privés.

38. Pour ce qui est de la production des documents dont il est fait mention au paragraphe 4, M. Matine-Daftary dit que ses observations (541^e séance, par. 32) touchant l'article 40 (*Témoignage en justice et devant les autorités administratives*) s'appliquent, à plus forte raison, aux consuls honoraires. Il y a un certain nombre de documents

ayant trait aux fonctions consulaires, tels que les actes de naissance, de décès ou de mariage, qui doivent être obligatoirement produits devant les autorités judiciaires ou administratives.

39. Pour conclure, M. Matine-Daftary estime que la suggestion de M. Yokota pourrait être suivie une fois que la Commission se sera prononcée sur l'applicabilité de l'article aux consuls honoraires qui sont ressortissants de l'Etat d'envoi.

40. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) déclare que c'est le texte anglais du paragraphe 1 qui est correct ; les articles dont il s'agit sont les articles 2 à 21. Il n'a pas fait de distinction entre les consuls honoraires qui sont ressortissants de l'Etat d'envoi et ceux qui sont ressortissants de l'Etat de résidence parce que les législations nationales en la matière, ne font pas, en règle générale, de distinction entre les différentes catégories de consuls honoraires, quels que soient les critères distinctifs sur lesquels elles fondent la définition du consul honoraire. Il y a lieu de se rappeler, d'ailleurs, que les ressortissants d'un Etat tiers peuvent également être nommés consuls honoraires. En tout cas, la Commission doit tenir compte de la pratique des Etats dans ce domaine.

41. Sir Gerald FITZMAURICE approuve la méthode préconisée par M. Yokota, mais non celle adoptée par le Rapporteur spécial. En effet, en présentant le nouveau texte de l'article 56, M. Žourek a laissé transparaître l'arrière-pensée toujours présente à son esprit que le consul honoraire est généralement un ressortissant de l'Etat de résidence et que, de ce fait, il devrait bénéficier d'un traitement moins favorable. Le Rapporteur spécial part de l'idée que, sauf s'il en est disposé autrement de façon expresse, aucun article du projet ne s'applique aux consuls honoraires, et, en énumérant spécifiquement plusieurs articles à cet effet, laisse entendre, implicitement, que les articles dont il n'est pas fait mention ne s'appliquent pas à cette catégorie de consuls. Sir Gerald est d'un avis opposé ; sans affirmer qu'il ne doit jamais être fait de distinction entre le traitement des consuls honoraires et celui dont bénéficient les consuls de carrière, il estime que les cas où ce traitement doit être différent sont, en fait, fort peu nombreux. La distinction fondée sur la nationalité de l'Etat de résidence n'est pas exacte puisque les consuls de carrière aussi bien que les consuls honoraires peuvent avoir cette nationalité.

42. Sir Gerald Fitzmaurice ne pense pas qu'il soit nécessaire d'insérer dans le projet un article distinct consacré aux consuls honoraires, mais si la Commission en décidait autrement, le texte du projet devrait être rédigé différemment : ses dispositions devraient énoncer non ce qui est, mais ce qui n'est pas applicable aux consuls honoraires.

43. Le Rapporteur spécial a dit qu'il faut tenir compte de la pratique des Etats, mais les exemples qu'il a donnés ne corroborent pas sa thèse selon laquelle la majorité des Etats établissent une distinction nette entre les deux catégories de consuls. Sir Gerald ne connaît pas une seule convention qui fasse cette distinction dans beau-

coup de cas, et nombreuses sont celles qui ne la font que très rarement. C'est ainsi que la Convention consulaire de 1954 entre le Royaume-Uni et l'Italie¹⁰ stipule, dans son article 2, consacré aux définitions, que le consul peut être de carrière ou honoraire, mais elle ne contient aucune autre référence aux consuls honoraires si ce n'est, par induction négative, dans les deux ou trois cas où il est question de consuls honoraires seulement. A titre d'exemple, Sir Gerald cite la disposition de l'article 9 qui prévoit que l'Etat d'envoi peut acquérir des terrains et des immeubles aux fins de l'établissement d'un consulat ou de la résidence d'un consul de carrière, ce qui laisse supposer qu'un consul honoraire doit normalement posséder ou acquérir ses propres locaux d'habitation dans l'Etat de résidence.

44. Le Rapporteur spécial a laissé entendre que la Convention consulaire de 1952 entre le Royaume-Uni et la Suède contenait de nombreuses distinctions entre les consuls honoraires et les consuls de carrière, mais, là encore, si l'on fait abstraction d'une ou de deux dispositions ne mentionnant que les consuls de carrière, la seule distinction bien nette figure dans l'article sur les communications ; les autres articles cités par le Rapporteur spécial fondent entièrement cette distinction sur des critères qui ne sont pas particuliers aux consuls honoraires. Ainsi, le paragraphe 5 de l'article 11 de la Convention prévoit que les personnes exemptées de certains services doivent être ressortissantes de l'Etat d'envoi et ne pas posséder la nationalité de l'Etat de résidence, n'exercer aucune activité privée de caractère lucratif dans le territoire, et ne pas avoir eu leur résidence habituelle dans le territoire au moment de leur nomination au consulat. Certes, le Rapporteur spécial pourrait soutenir que ces critères s'appliquent normalement aux consuls honoraires surtout, mais, en fait, cette disposition peut s'appliquer également à un consul de carrière si, par suite des circonstances, ce dernier appartient à l'une des catégories énumérées. Les conclusions que le Rapporteur spécial a tirées de cet article constituent un exemple frappant de la manière dont il conçoit la question tout entière. La meilleure solution consisterait à reconnaître que les consuls de carrière et les consuls honoraires peuvent, en principe, les uns et les autres posséder la nationalité de l'Etat de résidence. Si elle estime que, dans tel ou tel article, il y a lieu de prévoir un régime spécial pour les consuls honoraires, la Commission devrait alors spécifier ce régime dans l'article en question. Une autre solution consisterait à insérer dans le projet un article de caractère général énumérant les quelques cas où il serait justifié de prévoir un traitement spécial pour les consuls honoraires.

45. M. AGO constate que la profonde divergence de vues entre sir Gerald Fitzmaurice et le Rapporteur spécial prouve que la Commission est dans une impasse. Certains membres de la Commission ont souligné que la différence essentielle ne réside

pas dans les titres de consul honoraire ou de carrière, mais dans la distinction entre ceux qui sont ressortissants de l'Etat d'envoi et n'exercent aucune activité lucrative, d'une part, et, de l'autre, ceux qui sont ressortissants de l'Etat de résidence et qui se livrent à une activité lucrative. La principale difficulté provient du fait que, contrairement à ce que laisse entendre le Rapporteur spécial, la catégorie des ressortissants et celle des non ressortissants de l'Etat d'envoi ne coïncident pas avec la catégorie des consuls de carrière, d'une part, et celle des consuls honoraires, de l'autre. A moins d'un accord sur ce point, aucun résultat utile ne peut être obtenu.

46. Au cours de la séance précédente, le Rapporteur spécial a accepté (550^e séance, par. 41) la proposition de M. François, mais en présentant son texte nouveau, il a montré que son idée première de la distinction entre consuls honoraires et consuls de carrière demeurait inchangée.

47. La proposition de M. Yokota paraît la plus apte à faire sortir la Commission de l'impasse où elle se trouve. Ainsi, considéré sous l'angle de son applicabilité aux consuls honoraires, l'article 17 qui est cité comme une exception dans le nouveau texte du paragraphe 1 est, de l'avis de M. Ago, applicable aux consuls honoraires, du moins à tout consul honoraire qui aurait la nationalité de l'Etat d'envoi et ne se livrerait à aucune activité lucrative. On peut admettre, en effet, qu'un consul honoraire ou de carrière qui est ressortissant de l'Etat de résidence et qui se livre à une activité lucrative ne saurait se voir confier des fonctions diplomatiques, mais il n'y a aucune raison qu'un consul honoraire, qui ne serait pas dans ce cas et qui remplirait les conditions requises ne puisse obtenir le statut diplomatique, d'autant plus que de nombreux Etats désignent comme ambassadeurs des personnes qui ne font pas partie du service diplomatique.

48. M. TOUNKINE, intervenant sur une motion d'ordre, fait observer que, bien que la proposition de M. Yokota ait rallié l'accord général, la discussion se prolonge à perte de vue. Ne serait-il pas souhaitable de restreindre le débat aux divers paragraphes du nouveau texte de l'article 56 ?

49. M. SANDSTRÖM, prenant également la parole sur une motion d'ordre, déclare que, tout en appuyant la proposition de M. Yokota qui tend à examiner le projet article par article, il ne verrait pas d'inconvénient à formuler tout d'abord les principes généraux à suivre.

50. M. TOUNKINE, prenant à nouveau la parole sur une motion d'ordre, précise qu'il n'entendait pas écarter toute remarque de portée générale, mais que la Commission devrait essayer de limiter le débat au texte qui lui est soumis.

51. M. PAL, indiquant qu'il intervient non sur une motion d'ordre mais pour exposer ses vues au sujet de la méthode à adopter pour l'examen de l'article 56, fait observer que si la Commission examinait cet article paragraphe par paragraphe, elle se trouverait devant une tâche extrêmement ardue, car chaque paragraphe comportant des

¹⁰ Royaume-Uni, *Italy* N° 1 (1954), Cmd. 9193.

aspects positifs et négatifs offrirait un vaste champ à la discussion. Ainsi, le débat sur le paragraphe 1, par exemple, ne saurait se borner à une décision au sujet de l'article 17 : il faudra passer en revue tous les autres articles de la section I — à moins que la Commission ne soit prête à accepter sans discussion ce qui, selon le Rapporteur spécial, doit s'appliquer aux consuls honoraires. L'énumération faite par le Rapporteur spécial au paragraphe 2 laisse entendre que les articles qui ne sont pas cités dans ce paragraphe ne s'appliquent pas aux consuls honoraires, ce qui autoriserait un nouvel examen de tous les articles contenus dans la section II du projet — à moins que, encore une fois, la Commission ne prenne la décision de principe de ne pas discuter ce qui, selon le Rapporteur spécial, doit s'appliquer aux consuls honoraires, et de limiter, au demeurant, toute discussion aux seuls articles à propos desquels la question de l'applicabilité aux consuls honoraires aurait été expressément soulevée moyennant présentation d'un amendement. M. Pal craint que, si l'on procède d'une autre manière, le débat sur cet article à lui tout seul n'occupe la Commission pour le restant de la session.

52. A son avis, la Commission a le choix entre deux voies. Elle peut suivre la méthode adoptée — sinon suivie en fait — lors des sessions antérieures, c'est-à-dire n'examiner que les amendements écrits au texte du Rapporteur spécial, ou, ce qui est préférable, elle peut renvoyer l'article au Comité de rédaction en le priant d'établir, après analyse minutieuse, l'applicabilité aux consuls honoraires de tous les articles du projet. C'est une tâche que l'on serait d'autant plus fondé à confier au Comité que celui-ci s'est vu chargé du soin de mettre la dernière main à tous les articles du projet.

53. M. MATINE-DAFFARY, prenant la parole sur une motion d'ordre, rappelle avoir déjà suggéré que la Commission décide d'abord si les exceptions ne s'appliquent qu'aux consuls honoraires qui sont ressortissants de l'Etat d'envoi et ne se livrent pas au commerce ou à d'autres activités lucratives. Il est important de faire cette distinction avant de suivre la procédure proposée par M. Yokota.

54. M. SCELLE appuie la proposition de M. Yokota et, à son avis, l'on pourrait recourir à la même méthode pour combler les lacunes graves de l'article 55, dont il voudrait voir le texte complété par une disposition ainsi conçue :

« Lorsque les consuls honoraires sont investis de compétences spéciales plus limitées que la compétence générale des consuls de carrière, ils doivent jouir, dans l'exercice de leurs fonctions officielles, des mêmes immunités et prérogatives que les consuls de carrière, exception faite des restrictions mentionnées aux articles... »

55. La Commission devrait examiner l'ensemble du projet pour déterminer s'il convient de restreindre les privilèges et immunités des consuls honoraires et, dans l'affirmative, quelles devraient être ces restrictions. Toutefois, dans l'exercice de

leurs fonctions consulaires spéciales et restreintes, les consuls honoraires doivent jouir exactement des mêmes privilèges et immunités que les consuls de carrière, car ils ne pourraient remplir leurs fonctions de façon satisfaisante s'ils étaient privés de ces privilèges et immunités. La fonction consulaire est unique, et son statut doit être en principe le même, qu'elle soit exercée par des consuls honoraires ou des consuls de carrière ; la différence essentielle est que les consuls honoraires peuvent ne pas avoir compétence pour la généralité de cette fonction et peuvent être nationaux de l'Etat de résidence, mais c'est là une autre question.

56. M. VERDROSS appelle l'attention sur la situation différente qui est faite aux consuls honoraires suivant qu'il s'agit des relations consulaires ou des privilèges et immunités. En principe, les mêmes règles s'appliquent aux consuls honoraires et aux consuls de carrière, en matière de relations consulaires, mais le Rapporteur spécial a admis des différences considérables dans le domaine des privilèges et immunités. Sir Gerald Fitzmaurice et M. Ago ont eu raison de dire qu'un grand nombre de conventions bilatérales ne fondent aucune distinction sur le seul fait qu'un consul est honoraire ou de carrière. Mais la situation est très différente dans bien des législations internes. Par exemple, l'article 5 de la loi irakienne n° 26 de 1949 relative aux privilèges des consuls étrangers dispose qu'un consul honoraire ne doit jouir d'aucun privilège, immunité ou prérogative et qu'il doit être traité à l'égal de tout étranger ou ressortissant qui exerce la même profession. En conséquence, l'on ne saurait admettre que les consuls honoraires soient assimilés aux consuls de carrière à tous les égards, et il faut trouver une formule acceptable pour tous les Etats signataires.

57. On pourrait distinguer, au paragraphe 2, les privilèges et immunités essentiels à l'accomplissement des fonctions consulaires de ceux qui ont un caractère strictement personnel, en stipulant qu'il ne faut accorder aux consuls honoraires que les privilèges et immunités de caractère personnel que leur confèrent les accords bilatéraux ou la législation de l'Etat de résidence. M. Verdross serait disposé à soumettre un amendement écrit sur ce point, conformément à la suggestion de M. Pal.

58. Sir Gerald FITZMAURICE déclare que la disposition de la loi irakienne citée par M. Verdross ne confirme pas entièrement son argumentation. Ce texte précise qu'un consul honoraire serait traité à l'égal de tout étranger ou ressortissant qui exerce la même profession. Ce dernier membre de phrase semble indiquer que tout le passage se fonde sur l'idée que le consul honoraire exerce une profession, en d'autres mots, qu'il se consacre à une activité lucrative. Or, il se peut fort bien qu'un consul honoraire soit un résident du pays qui ne se consacre à aucune activité lucrative.

59. M. YASSEEN précise que l'article 5 de la

loi irakienne n° 26 de 1949 dont ont fait état M. Verdross et sir Gerald énonce le principe en termes généraux et absolus : « Le consul honoraire ne jouit d'aucun privilège, immunité ni prérogative ». La pratique en Irak, selon cet article, consiste à traiter le consul honoraire comme une personne ordinaire, sans égard, ni à sa nationalité ni à son occupation. Ainsi, un consul honoraire qui serait ressortissant de l'Etat d'envoi et n'exercerait aucune activité lucrative ne bénéficierait, lui non plus, d'aucun privilège, immunité ni prérogative.

60. Le PRÉSIDENT appelle l'attention sur l'article 26 du projet de Harvard, aux termes duquel l'Etat de résidence n'est pas tenu d'accorder les exemptions prévues aux articles 20, 23, 24 et 25 à un consul qui est ressortissant de l'Etat de résidence ou qui n'est pas consul de carrière, étant entendu que tout consul est exempté des impôts frappant son revenu en tant que consul, ainsi que des droits de douane sur les biens qu'il importe pour un usage officiel. Le projet de Harvard sous-entend donc que tous les consuls doivent être traités de la même manière, et il ne mentionne que les privilèges et immunités inapplicables aux consuls qui ne sont pas de carrière.

61. Les membres de la Commission ont formulé diverses suggestions, et la meilleure façon de les coordonner serait peut-être d'arrêter certains principes généraux. La Commission pourrait d'abord se prononcer sur le principe de l'application à tous les consuls de certains privilèges nécessaires à l'exercice de la fonction consulaire, règle fondée sur l'obligation de l'Etat de résidence de ne pas entraver l'exercice de cette fonction, qu'elle soit assumée par un consul de carrière ou par un consul honoraire. La Commission pourrait alors examiner les diverses dispositions du projet qui tendent à restreindre la portée des privilèges et immunités consulaires, soit parce que le consul est un ressortissant de l'Etat de résidence soit parce qu'il se livre à une activité lucrative. Enfin, la Commission pourrait prendre une décision sur la question générale de savoir si un consul honoraire qui n'est pas ressortissant de l'Etat de résidence et ne se consacre pas à une activité lucrative sur le territoire de cet Etat doit être traité autrement qu'un consul de carrière, du seul fait qu'il a été nommé avec le titre de consul honoraire.

62. Toutefois, il ressort des opinions exprimées par divers membres de la Commission qu'ils voudraient suivre la procédure suggérée par M. Yokota. S'il n'y a pas d'objection, la Commission poursuivra donc la discussion du seul paragraphe 1 de l'article 56, étant entendu que le recours à cette procédure ne signifie nullement qu'on ait décidé d'inclure dans le projet une section distincte relative aux consuls honoraires.

Il en est ainsi décidé.

63. M. EDMONDS propose de supprimer, au paragraphe 1, les mots « à l'exception de l'article 17 ». L'article 17 dispose ceci : « Dans l'Etat

où il n'existe pas de mission diplomatique de l'Etat d'envoi, un consul peut être chargé de fonctions diplomatiques avec l'assentiment de l'Etat de résidence », et il est précisé que, dans ce cas, il « jouit des privilèges et immunités diplomatiques ». Il ressort donc clairement des termes de cet article qu'un consul ne peut se voir confier de fonctions diplomatiques qu'avec l'assentiment de l'Etat de résidence. Si cet Etat accorde son consentement, il n'y a aucune raison que l'article 17 ne s'applique pas à tout consul, qu'il soit de carrière ou honoraire. Les deux Etats intéressés sont libres de conclure un accord à ce sujet, et M. Edmonds ne voit pas pourquoi la Commission doive affirmer qu'un tel accord est inadmissible.

64. M. MATINE-DAFTARY estime qu'il est essentiel de décider si l'article 56 ne se réfère qu'aux consuls honoraires ressortissants de l'Etat d'envoi ou s'il s'applique également aux consuls honoraires ressortissants de l'Etat de résidence. Peut-être cette question n'est-elle pas très importante du point de vue du paragraphe 1 mais, pour ce qui est du paragraphe 2, M. Matine-Daftary ne serait pas en mesure d'exprimer une opinion sur l'opportunité d'appliquer les divers articles du projet aux consuls honoraires avant de savoir si le paragraphe 2 doit s'appliquer également aux consuls honoraires qui sont ressortissants de l'Etat de résidence.

65. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) rappelle qu'à sa séance précédente, la Commission a décidé de considérer comme consuls honoraires ceux qui sont désignés comme tels par l'Etat d'envoi et agréés comme tels par l'Etat de résidence (550^e séance, par. 44 et 54) : elle a donc accepté de supprimer les définitions du « consul de carrière » et du « consul honoraire » dans l'alinéa f) de l'article premier, étant entendu que ces définitions et la prise de position générale seront expliquées dans le commentaire. En raison de cette décision, l'Etat d'envoi demeure libre de conférer à sa guise à un consul le titre de consul honoraire ou de consul de carrière.

66. Sir Gerald FITZMAURICE estime qu'il ne saurait être question d'exclure l'article 17 du champ d'application du paragraphe 1, car cet article n'a qu'un caractère facultatif. Il dispose, en outre, que le consentement de l'Etat de résidence est nécessaire pour qu'un consul, même de carrière, puisse se voir confier des fonctions diplomatiques. En conséquence, sir Gerald appuie la proposition de M. Edmonds tendant à supprimer les mots « à l'exception de l'article 17 ». Conserver ce texte serait indiquer que, même avec l'assentiment de l'Etat de résidence, un consul honoraire ne peut être chargé de fonctions diplomatiques.

67. M. TOUNKINE est favorable au maintien de cette clause. Si on la supprime, l'article 17 s'appliquera aux consuls honoraires ; cela ferait croire tout simplement à l'existence d'une pratique consistant à confier des fonctions diplomatiques à un consul honoraire, sous la réserve, bien entendu, du consentement de l'Etat de résidence. Mais telle n'est pas la réalité.

68. M. BARTOŠ rappelle que lorsque la Commission a discuté l'article 7 du projet concernant les relations diplomatiques, il a voté avec la minorité contre les dispositions de cet article permettant à un ressortissant de l'Etat de résidence d'être nommé membre du personnel diplomatique, sous réserve du consentement exprès de l'Etat de résidence. Mais la situation dont il est question à présent diffère du tout au tout pour ce qui est des consuls en général, et des consuls honoraires en particulier, puisqu'il est généralement admis que l'Etat d'envoi peut nommer un consul même ressortissant de l'Etat de résidence. Si la Commission ne veut pas se contredire, elle devra donc supprimer cette clause. Dans un but d'uniformité, il appuie la proposition de M. Edmonds.

69. M. SANDSTRÖM soutient, lui aussi, la proposition tendant à supprimer cette disposition, pour les raisons exprimées par M. Edmonds et M. Bartoš.

70. M. HSU estime que, si les arguments avancés par M. Edmonds et M. Bartoš ne sont pas dénués de poids, il est, pour sa part, favorable au maintien de cette disposition, car, à son avis, il convient de limiter le plus possible les privilèges des consuls honoraires. Les consuls honoraires ne sont consuls qu'à temps partiel et sont autorisés à se consacrer à des activités autres que leurs fonctions consulaires ; il est très naturel que les Etats veuillent restreindre les privilèges accordés à ces consuls. Evidemment, si deux Etats intéressés désirent accorder à un consul honoraire des privilèges et immunités plus étendus que ceux prévus dans le projet, il leur est toujours loisible de se mettre d'accord pour le faire.

71. M. SCELLE doute que quelqu'un puisse indiquer un seul cas où un consul honoraire ait été chargé d'exercer des fonctions diplomatiques ; la discussion actuelle est complètement gratuite.

72. Il est favorable à la suppression du texte, proposée par M. Edmonds, car il ne voit aucune raison pratique d'inclure dans le paragraphe 1 une mention de l'article 17.

73. M. AGO pense, comme M. Scelle, que la question n'a guère d'importance pratique, mais il estime que, si les consuls honoraires étaient exclus expressément de la disposition, la Commission va poser en fait une règle impérative prévoyant que, même avec l'assentiment de l'Etat de résidence, un consul honoraire ne peut se voir confier de fonctions diplomatiques.

74. M. YOKOTA, se référant à la préoccupation exprimée par M. Hsu, déclare que lorsqu'un Etat de résidence ne souhaite pas accorder de privilèges diplomatiques à un consul honoraire, il peut toujours ne pas consentir à ce que des fonctions diplomatiques lui soient confiées. Pour des raisons dont il a déjà été fait état, M. Yokota ne peut qu'appuyer la proposition tendant à supprimer la clause en question.

75. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) souligne que les fonctions diplomatiques sont incompatibles avec l'exercice de toute autre profession. Il n'existe pas d'agents diplomatiques à temps partiel, ni selon le droit international en vigueur ni selon le projet que la Commission a consacré aux relations et immunités diplomatiques. Si la Commission accepte l'idée que l'article 17 doit s'appliquer aux consuls honoraires, elle acceptera la notion tout à fait nouvelle d'un agent diplomatique à temps partiel, conception jusqu'à présent inconnue dans la pratique des Etats. M. Žourek partage cependant l'opinion de M. Scelle et estime, comme lui, que la disposition n'a guère d'importance pratique.

76. Sir Gérald FITZMAURICE fait remarquer que le Rapporteur spécial considère comme acquis qu'un consul honoraire se consacre à une autre activité. En fait, il se peut fort bien qu'un consul honoraire n'ait aucune autre activité et, dans ce cas, l'argument du Rapporteur spécial ne s'applique pas.

77. M. ŽOUREK déclare que les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent à tous les consuls honoraires, et non pas seulement à une catégorie de consuls honoraires. Il serait inadmissible de baser un projet de codification sur des cas exceptionnels ; il faut tenir compte des cas typiques, c'est-à-dire des cas où des consuls exercent, ou peuvent exercer, une activité privée ayant un caractère lucratif.

78. Le PRÉSIDENT invite la Commission à se prononcer sur le paragraphe 1 du nouvel article 56. La seule question soulevée à ce sujet est la proposition de M. Edmonds tendant à supprimer les mots « à l'exception de l'article 17 », et, par conséquent, le Président invite la Commission à voter sur cette proposition.

Par 11 voix contre 5, avec 2 abstentions, la proposition est adoptée.

79. Le PRÉSIDENT déclare que le paragraphe 1 du nouvel article 56, ainsi modifié, sera envoyé au Comité de rédaction.

La séance est levée à 13 heures.

552^e SÉANCE

Jeudi 2 juin 1960, à 9 h. 30

Président : M. Luis PADILLA NERVO

Relations et immunités consulaires
(A/CN.4/131, A/CN.4/L.86) [suite]

[Point 2 de l'ordre du jour]

PROJET D'ARTICLES PROVISOIRES (A/CN.4/L.86)
[suite]

ARTICLE 56 (SITUATION JURIDIQUE DES CONSULS HONORAIRES) [suite]

1. M. VERDROSS présente un amendement destiné à substituer au paragraphe 2 de l'article 56